

**b) A PROPOS DES "STRATEGIES BUDGETAIRES" AU QUOTIDIEN. NOTE  
CRITIQUE PAR O. JOURNET ET M. LECARME**

Nous nous référons ici à un matériel composé de documents très dispersés dans le temps (études de budgets familiaux, des années 50 à 80) et d'enquêtes de terrain en cours menées par des membres du groupe. L'ensemble porte sur un certain nombre de villes africaines, dans les pays suivants : Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal, Congo, Zaïre. L'étude transversale des données recueillies et de leur traitement pose un certain nombre de questions et suggère de nouvelles approches.

Si la notion de ménage pose problème, celle de budget, utilisée par commodité, en pose tout autant, ne serait-ce que par ce que cette notion implique de rationalisation a priori.

Nous retiendrons ici les données relatives à la structure des dépenses quotidiennes, et aux différenciations sociales et sexuelles telles qu'elles se manifestent au travers de ces dépenses quotidiennes : quels sont les effets des différences de revenu sur la dépense quotidienne ? qui dépense pour qui ? comment retrouver les marqueurs de la citoyenneté à travers l'étude des budgets et de la consommation ?

**1 - Structure des dépenses quotidiennes**

Si elles paraissent essentiellement consacrées à l'alimentation (dont le combustible pour la cuisine), les dépenses quotidiennes comprennent aussi celles qui sont faites à l'extérieur de la maison : transport, consommations alimentaires extérieures, boissons, tabac, loisirs... La plupart de ces consommations extérieures étant le fait des hommes, il apparaît indispensable de repenser la notion de "budget familial".

En ce qui concerne la consommation alimentaire, deux constantes se dégagent des analyses d'un certain nombre d'auteurs (J. Houyoux, Cl. Vidal et M. Lepape, A. Osmont...) :

a - Il est important de tenir compte des variations saisonnières et/ou imprévues du nombre de "rationnaires". Or, la consommation alimentaire quotidienne et domestique ne paraît pas varier en proportion de ce nombre de "rationnaires" (cf Mersadier, Keita, Osmont, Vidal, Lepape).

Ces constatations posent question : le relevé comptable au jour le jour de la consommation alimentaire n'occulte-t-il pas d'autres phénomènes ? Des observations faites à Dakar par exemple, montrent qu'il est courant de cuisiner toujours pour plus de convives que le nombre apparemment présent, et qu'en cas d'arrivée imprévue, on augmente, après la préparation de la sauce, la ration de riz. Quels sont les aménagements internes des menus quotidiens quand le nombre de rationnaires varie ? Ne doit-on pas également prendre en compte la dynamique des échanges de rations et de "rationnaires" à l'intérieur de réseaux plus élargis ? (cf les travaux du G.R.U.A., Osmont, Lebris, Marie)

b - Les différenciations sociales liées au revenu ne semblent pas s'exprimer principalement dans la consommation alimentaire (non comprises les boissons). M. Lepape et Cl. Vidal notent qu'il n'y a pas d'interdépendance systématique entre niveau de salaire et niveau de consommation alimentaire, sauf aux extrémités de l'échelle. Cette remarque laisse toutefois ouverte la question des différences qualitatives qui jouent comme facteurs de discrimination : si les aliments de base (riz, mil, manioc...) sont la plupart du temps les mêmes dans les différentes catégories sociales, la qualité de la "sauce" (plus ou moins de légumes, de viande, de poisson, d'huile...), et l'adjonction d'aliments complémentaires sont des variables non négligeables. C'est le problème que posent les "coefficients d'élasticité" calculés par J. Houyoux, sans que l'on puisse cependant en mesurer les effets sur la nutrition, et sur les distinctions sociales.

Les remarques faites par Mersadier il y a 30 ans à propos de la fréquence et de la persistance de déficits budgétaires (toutes dépenses comprises) semblent avoir gardé leur pertinence : il y a

lieu de penser que dans les catégories à bas revenu, ce déficit incompressible est dû non seulement aux dépenses extra-alimentaires, mais à la consommation alimentaire elle-même.

Il serait important de savoir si les pratiques d'achat à crédit et d'emprunt, courantes en ce qui concerne les dépenses extra-alimentaires, sont également répandues, et sous quelles formes, dans le domaine de la consommation alimentaire. Sinon, dans quelles limites peut-on observer des comportements de restriction permanents ou périodiques ? Quelles autres stratégies déploient les acteurs (et les femmes en particulier) pour assurer la reproduction domestique ?

## 2 - L'étude de la consommation alimentaire pose le problème de la répartition des dépenses à l'intérieur de l'unité des commensaux

Cette unité elle-même, qui demande à être reconstruite, ne s'identifie pas nécessairement au réseau de prise en charge des dépenses. Une analyse plus fine des apports financiers ou en nature fournis par d'autres membres, parents, voisins..., tout autant que de la charge représentée par l'entretien de commensaux "accueillis" sans contre-partie matérielle, semble à cet égard nécessaire.

Par ailleurs, selon une norme courante dans les relations conjugales, l'époux doit fournir la céréale ou le féculent de base, plus une somme d'argent destinée à l'achat des ingrédients supplémentaires. Lorsque cette norme est respectée, on observe de nombreuses variantes dans les pratiques : l'achat de céréales, féculents, et éventuellement de l'huile, peut se faire en début de chaque mois (cas le plus fréquent parmi les salariés), ou de façon fractionnée. Dans le cas d'achats mensuels, une allocation en argent peut être versée par l'homme au commerçant, lequel se voit confier le soin de redistribuer les produits à ou aux épouse(s) au jour le jour. L'argent de "la dépense" complémentaire peut être remis à la femme globalement en début de mois, ou jour par jour : cette somme est fixe.

Dans certains cas (à Kinshasa par exemple) les femmes peuvent faire fructifier la somme que leur mari leur a allouée mensuellement, jusqu'à la faire tripler (cf J. Houyoux) : ce sont alors les femmes qui génèrent le surplus par rapport au salaire.

Se pose de manière générale la question de la constitution des revenus féminins (par le commerce essentiellement) et de leur éventuelle affectation aux dépenses quotidiennes : aucune règle n'oblige les femmes détentrices de revenus à contribuer aux dépenses alimentaires de la maisonnée. Il est toutefois impossible de bâtir des généralisations au vu de la variété des situations, variété qui peut être liée aux aléas des revenus masculins, aux absences du mari (migrations, polygamie), ou à l'organisation de la parenté (au Ghana par exemple). Ainsi au Sénégal, si le revenu du mari est suffisant, la participation de la femme aux dépenses est une affaire de décision entièrement personnelle ; par contre, en cas d'incurie ou d'impossibilité du mari, c'est elle qui "débrouille" (par le petit commerce, l'emprunt...).

Une attention particulière devrait être accordée aux différents cas où les femmes ont l'entière responsabilité de la reproduction domestique (mères célibataires, maris évanescents...).

La multiplication des situations urbaines où les femmes se retrouvent de fait "chefs de famille" doit être analysée sous l'angle des mutations qu'elles induiront inévitablement dans les structures familiales, et de l'écart qui risque de se creuser entre l'idéologie régnante relative aux rapports de sexe, l'appareil législatif, et les pratiques sociales.

### 3 - Dynamique des modèles de consommation alimentaire en ville

#### - Monétarisation / démonétarisation

Un des principaux marqueurs de la citadinité dans le cas de villes telles qu'Abidjan ou Dakar, est la généralisation de la monétarisation des produits alimentaires quotidiennement consommés. Ce phénomène est par contre infirmé dans d'autres cas (Kinshasa, Luanda, Bissau...) où le ravitaillement domestique est en grande partie assuré soit par l'autoproduction, soit par des échanges en nature : ces comportements peuvent même être institutionnalisés par l'Etat, comme c'est le cas à Bissau, avec la réintroduction officielle (et obligatoire) du troc dans les magasins "du Peuple".

Comment parler, au vu de ces processus, d'une opposition entre deux modèles "purs" : "économie traditionnelle, rurale:.." et "économie moderne, urbaine..."? Toutefois, ces modèles de démonétarisation ne sauraient être analysés comme rémanences ou permanence d'une économie rurale en ville, puisqu'il s'agit de comportements réactionnels en situation de pénurie, ou de dysfonctionnement de la distribution.

#### - Transformations différentielles des modèles alimentaires en ville

Ces transformations induites par la ville peuvent se constater à plusieurs niveaux : on peut noter par exemple l'abandon de certains plats traditionnels pour diverses raisons : coût en temps de travail féminin ; adoption, par le biais de l'alimentation, de modèles urbains... Ces anciens plats sont par contre ceux auxquels on revient dans un cadre festif.

Ces transformations, même si elles pénètrent le cadre domestique, sont les plus marquées dans les consommations qui s'effectuent hors de celui-ci. Elles s'accompagnent d'un phénomène d'individuation de la consommation alimentaire. Le petit déjeuner, avec le modèle café-tartines en est un exemple flagrant. De manière générale, la restauration en ville suppose individuation de la ration et du récipient.

Dans cette perspective, il serait intéressant de dépasser le cadre strict du produit alimentaire, pour analyser d'autres signes d'accès à la consommation individualisée comme marque de distinction sociale, telle l'exposition d'objets de vaisselle européens (verres, tasses) dans l'aménagement intérieur des logements.

Ces différents points amènent à s'interroger d'une part sur la pertinence d'une approche focalisée sur les dépenses quotidiennes, d'autre part sur le caractère fonctionnaliste et étroitement économiste des études de budgets familiaux, fréquemment sous-tendues par la question "comment peut se constituer l'épargne?".

Il serait important que les approches plus anthropologiques de la ville permettent l'élaboration de grilles d'enquête faisant appa-

raire des types de fonctionnement qui ne peuvent se réduire à des catégories comptables.

Tant au niveau de l'apport de revenu qu'à celui des dépenses engagées, la saisie des unités de référence doit être repensée.

A l'intérieur de ces unités, il apparaît de même qu'il faille déconstruire la notion d'un budget "familial", y compris dans le domaine alimentaire.

Par ailleurs, l'approche des budgets au quotidien ne permet guère d'apprécier les phénomènes liés aux achats différés, à l'emprunt, au crédit, ou à la capitalisation.

Il apparaît entre autres que ce n'est pas en fonction des difficultés et des aléas de la gestion matérielle du quotidien que sont engagées les dépenses importantes liées à l'accomplissement rituel d'un certain nombre d'obligations cérémonielles (baptêmes, mariages, funérailles, fêtes religieuses, telle la Tabaski...).

Les dépenses quotidiennes n'en seraient pas la limite incompressible, mais plutôt le résidu, résidu des obligations liées à la constitution d'un capital symbolique dont il conviendrait d'analyser les spécificités citadines.